

RECOMMANDATIONS

Réaction belge et européenne au retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris

Judi 1er juin 2017, le Président Trump a annoncé que les Etats-Unis se retireraient de l'Accord de Paris. La Plateforme Justice Climatique, qui réunit les organisations de coopération au développement, environnementales, les syndicats et les conseils de la jeunesse condamne fermement cette décision et est satisfaite que le gouvernement fédéral a réagi avec force et rapidité.

Pour la Plateforme Justice Climatique, les Etats-Unis en tant qu'Etat fédéral ne sont plus un allié de l'Union européenne en matière climatique. C'est maintenant à l'Union européenne de prendre des mesures décisives et de montrer le signal aux autres pays.

L'Union européenne doit démontrer son engagement pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris, d'autant plus compte-tenu de la sortie des Etats-Unis. Nous demandons à la Belgique et à l'Union européenne :

1. Une révision à la hausse de l'ambition

Les réactions des dirigeants européens au retrait des Etats-Unis sont empreintes d'espoir. Dans les discours, l'Union européenne se profile comme leader climatique, mais les objectifs 2030 actuels ne correspondent pas avec les engagements de l'Accord de Paris. L'UE doit donc nécessairement rehausser ses objectifs à la hausse.

Concrètement, nous demandons de :

- plaider pour une révision à la hausse des objectifs climatiques européens pour 2030, qui ne sont pas en ligne pour limiter le réchauffement mondial à 2°C et de faire des efforts pour limiter le réchauffement à maximum 1,5°C¹;
- parvenir, d'ici la fin de l'année, à un projet de Plan National Energie-Climat 2030 ambitieux et cohérent, qui définit une vision nationale et cohérente pour la transition juste vers une société bas carbone ;
- développer une vision à long terme pour la décarbonation d'ici 2050, incluant les plans d'investissement afférents, et de continuer d'insister sur la nécessité de telles stratégies au niveau européen.

2. Des mesures économiques

Les Etats-Unis ne peuvent continuer de polluer impunément alors que le reste du monde s'attache à mettre en oeuvre l'Accord de Paris. L'Union européenne doit utiliser tous ses instruments pour obliger les Etats-Unis à réduire leurs émissions. A l'instar de la diplomatie, l'économie est un instrument important, comme l'a indiqué le Premier ministre Charles Michel.

Concrètement, nous demandons de :

- plaider pour des mesures d'ajustement fiscal aux frontières (par exemple, une taxe carbone à la frontière) sur les produits importés par l'Union européenne et originaires de pays qui autorisent le dumping social et environnemental envers l'Union européenne. Ceci est possible dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), conformément au rapport conjoint avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)². Ainsi, l'Union européenne peut garantir que les produits américains (et éventuellement d'autres pays) seront au même prix que les produits européens dont les industries sont soumises aux politiques

¹ Le réseau européen d'ONG Climate Action Network (CAN-E) demande, conformément aux recommandations du GIEC, de réduire les émissions de CO2 d'au moins 55% par rapport à 1990, et d'atteindre au moins 45% d'énergie renouvelable et au moins 40% d'efficacité énergétique d'ici 2030.

² UNEP-WTO Report (2009). Trade and Climate Change. Via http://ccsl.iccip.net/trade_climate_change_e.pdf

climatiques. De cette manière, l'Union européenne protège ses entreprises du dumping carbone et les Etats-Unis se trouvent sanctionnés par leur absence de politique ;

- appeler à l'intégration et à l'établissement de critères de durabilité et climatiques dans les négociations commerciales internationales. Les traités commerciaux peuvent inclure des accords et modalités pour les mesures d'ajustement fiscal aux frontières susmentionnées.

3. La défense des intérêts des plus vulnérables

Les Etats-Unis ont fait une promesse de 2 milliards de dollars au Fonds Vert pour le Climat qui ne sera pas honorée. Les Etats-Unis auraient également dû fournir une part substantielle des 100 milliards de dollars annuels promis d'ici 2020 aux pays en développement. Contrairement aux Etats-Unis, l'Union européenne doit honorer ses engagements en matière de financement climatique et veiller à ce que les plus vulnérables sur la planète ne souffrent pas de la décision des Etats-Unis.

Concrètement, nous demandons de :

- rehausser l'engagement financier belge, en préambule à la COP23 qui s'annonce comme une conférence climat importante pour les pays en développement, de 50 millions annuels jusque 2020 à une contribution équitable de 500 millions d'euros annuels ;
- mettre à l'agenda européen le rehaussement des contributions de tous les pays européens, et de plaider pour des engagements concrets pour le rehaussement des contributions européennes au financement climat international d'ici la conférence climat de Katowice en 2018 (COP24). Entre autres instruments, les revenus des mesures d'ajustement fiscal aux frontières susmentionnées peuvent être utilisés à cette fin.

4. Un rôle de leader pendant la COP23

En novembre 2017, à la COP23 sous présidence des îles Fidji, petit Etat insulaire très vulnérable aux dérèglements climatiques, toutes les parties seront autour de la table pour discuter de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris. L'Union européenne doit jouer un rôle de premier plan pour que la COP23 prenne des décisions cruciales pour préparer le rehaussement des ambitions en 2018.

Concrètement, nous demandons de :

- préconiser un Dialogue Facilitatif fort en 2018, où les engagements sont une première fois évalués et la décision prise que tous les pays mettent à jour leur contribution nationale (Nationally Determined Contributions - NDC) d'ici 2020. Si tel n'est pas le cas, les faibles ambitions définies en 2015 ne seront pas revues avant 2024 et nous perdrons 9 précieuses années ;
- renforcer l'alliance entre l'Union européenne et les pays en développement pour plaider pour plus d'ambition et l'atteinte de résultats dans le domaine des Pertes et préjudices (Loss and damage), des déplacés climatiques, de l'adaptation et du financement climat. Le tandem entre la présidence fidjienne pendant la COP23 et la présidence européenne pendant la COP24 est un moment favorable pour renforcer cette alliance.

La Plateforme Justice Climatique est une plateforme de la société civile belge coordonnée par le CNCD-11.11.11 et son homologue flamand 11.11.11 et formée de ADG, ABVV-FGTB, ACV-CSC, APERe, Associations21, Bond Beter Leefmilieu (BBL), Beweging.net, Broederlijk Delen, CGSLB-ACLVB, Climate Express, Climaxi, Conseil de la Jeunesse, Ecokerk, Entraide et Fraternité, FSTM, Médecine pour le Tiers Monde (M3M), Greenpeace, Inter-environnement Wallonie (IEW), Climat et Justice sociale, Natuurpunt, NatuurpuntCVN, Oxfam-Solidariteit, Oxfam Wereldwinkels, Protos, SLCD, SOS FAIM, Vlaamse Jeugdraad, Vredeseilanden en WWF.

AANBEVELINGEN

Reactie België & EU op terugtrekking Verenigde Staten uit Akkoord van Parijs

Op donderdag 1 juni 2017 kondigde president Trump aan dat de Verenigde Staten het Akkoord van Parijs zullen verlaten. Het Platform Klimaatrechtvaardigheid, dat de Belgische vakbonden, jeugdleden, noord-zuidorganisaties en milieuorganisaties verenigt, veroordeelt deze beslissing sterk en is tevreden dat ook de federale regering snel en streng communiceerde.

Het Platform Klimaatrechtvaardigheid is van mening dat de VS, als federale staat, niet langer een bondgenoot is van de Europese Unie inzake klimaat. Het is nu aan de EU om daadkrachtig op te treden en een signaal te geven aan andere landen.

De Europese Unie moet haar engagement voor de implementatie van het Akkoord van Parijs laten zien. Dat is nog meer het geval na de exit van de VS. Wij vragen aan België en de Europese Unie:

5. Een verhoging van de eigen ambitie

De reacties van de Europese leiders op de terugtrekking van de VS zijn veelbelovend. De EU wil zich naar voor schuiven als klimaatleider. Dat kan enkel door de eigen ambitie te verhogen. De huidige doelstellingen voor 2030 zijn immers niet coherent met het Akkoord van Parijs.

Concreet vragen wij:

- Pleit voor een verhoging van de Europese klimaatdoelstellingen voor 2030, die niet in lijn zijn met de doelstelling om de globale opwarming te beperken tot ver onder 2°C en inspanningen te leveren de opwarming te beperken tot maximum 1,5 °C³;
- Kom tegen eind dit jaar tot een ambitieus en coherent ontwerp van Nationaal Energie- en Klimaatplan 2030 dat een nationale, coherente visie op de rechtvaardige transitie naar een koolstofarme maatschappij uitdraagt. Daarbij moet België voldoende ruimte laten voor het verhogen van de klimaatambitie voor 2030.
- Ontwikkel een langtermijnstrategie voor decarbonisatie tegen 2050, met inbegrip van bijhorende investeringsplannen. Blijf binnen Europa hameren op de noodzaak van deze strategieën.

6. Economische maatregelen

De VS kunnen niet ongestoord vervuilen terwijl de rest van de wereld het Akkoord van Parijs implementeert. De Europese Unie moet al haar instrumenten gebruiken om de VS te verplichten hun uitstoot terug te dringen. Naast diplomatie is de economie een belangrijk instrument, zoals premier Michel zelf al aangaf.

Concreet vragen wij:

- Pleit voor border tax adjustment measures (bv. een koolstofgrensheffing) op producten die in de Europese Unie geïmporteerd worden en afkomstig zijn van landen die sociale of milieudumping tegenover de EU toelaten. Dit is mogelijk onder de regels van de Wereldhandelsorganisatie (WTO) volgens een eigen rapport samen met de United Nations Environment Programme (UNEP)⁴. Op die manier kan de EU garanderen dat producten uit de VS (en eventuele andere landen) waarvan de industrie in Europa onderhevig is aan klimaatbeleid alsnog dezelfde prijs betalen. Zo beschermt de EU de eigen bedrijven tegen koolstofdumping en worden de VS gesanctioneerd voor hun non-beleid. .

³ Het Europees NGO-netwerk Climate Action Network (CAN-E) vraagt, in lijn met de aanbevelingen van het IPCC, minstens 55% CO₂-reductie tov. 1990, minstens 45% hernieuwbare energie en minstens 40% energie-efficiëntie tegen 2030

⁴ UNEP-WTO Report (2009). Trade and Climate Change. Via http://ccsl.iccip.net/trade_climate_change_e.pdf

- Pleit voor het incorporeren en vooropstellen van duurzaamheids- en klimaatcriteria bij de onderhandelingen rond internationale handelsverdragen. Afspraken en voorwaarden over bovenvermelde border tax adjustment measures kunnen opgenomen worden in handelsakkoorden..

7. Te waken over de belangen van de meest kwetsbaren

De Verenigde Staten hebben een openstaande belofte aan het Green Climate Fund van 2 miljard dollar die niet zal betaald worden. De VS wordt ook geacht om tegen 2020 een substantieel aandeel te voorzien van de beloofde 100 miljard dollar per jaar. In tegenstelling tot de VS, moet de EU haar engagementen op vlak van klimaatfinanciering waarmaken en er over waken dat de meest kwetsbaren op de planeet niet lijden onder de brutale beslissing van de VS.

Concreet vragen wij:

- Verhoog in aanloop naar COP23, een belangrijke klimaattop voor ontwikkelingslanden, het Belgische engagement om 50 miljoen euro per jaar te voorzien tot en met 2020 naar 500 miljoen euro per jaar, een billijke Belgische bijdrage.
- Zet een verhoging van bijdragen van alle Europese landen op de EU agenda. Pleit voor concrete engagementen voor de verhoging van de Europese bijdragen aan de internationale klimaatfinanciering tegen de klimaattop in Katowice in 2018 (COP24). Hiervoor kunnen onder meer de inkomsten uit de bovenvermelde border tax adjustment measure gebruikt worden.

8. Een voortrekkersrol tijdens COP23

In november 2017, tijdens de klimaattop in Bonn onder voorzitterschap van kwetsbare eilandstaat Fiji, zitten alle partijen aan tafel om verdere uitwerking van het Akkoord van Parijs te bespreken. De Europese Unie moet een voortrekkersrol spelen om tijdens COP23 de cruciale stappen te zetten naar 2018, waar de ambitie de hoogte in moet.

Concreet vragen wij:

- Pleit voor een sterke Facilitative Dialogue in 2018, waar de engagementen een eerste keer worden geëvalueerd en beslist wordt dat alle landen hun Nationally Determined Contributions (NDC) een eerste maal moeten updaten tegen 2020. Zo niet zal de lage ambitie, vastgelegd in 2015, pas in 2024 herzien worden en verliezen we 9 kostbare jaren.
- Stuur aan op een sterke alliantie tussen de EU en de ontwikkelingslanden om te pleiten voor meer ambitie en resultaten te behalen op vlak van *loss and damage*, klimaatonthemden, adaptatie en internationale klimaatfinanciering. De tandem tussen het voorzitterschap van Fiji tijdens COP23 en een Europees voorzitterschap tijdens COP24 laat dat toe.

Het Platform Klimaatrechtvaardigheid is een Belgisch nationaal politiek platform gecoördineerd door 11.11.11 en CNCD-11.11.11 en gevormd met ABVV-FGTB, ACV-CSC, ADG, APERe, Associations21, Bond Beter Leefmilieu (BBL), Beweging.net, Broederlijk Delen, CGSLB-ACLVB, Climate Express, Climaxi, Conseil de la Jeunesse, Ecokerk, Entraide et Fraternité, FSTM, Geneeskunde voor de Derde Wereld (G3W), Greenpeace, Inter-environnement Wallonie (IEW), Klimaat en sociale Rechtvaardigheid, Natuurpunt, NatuurpuntCVN, Oxfam-Solidariteit, Oxfam Wereldwinkels, Protos, SLCD, SOS FAIM, Vlaamse Jeugdraad, Vredeseilanden en WWF.